4 décembre 2024

Cour de cassation

Pourvoi nº 23-19.058

Chambre sociale - Formation restreinte RNSM/NA

ECLI:FR:CCASS:2024:SO11015

Texte de la **décision**

Entête

SOC.

CZ

COUR DE CASSATION

_____

Audience publique du 4 décembre 2024

Rejet non spécialement motivé

Mme CAPITAINE, conseiller doyen
faisant fonction de président

Décision n° 11015 F

Pourvoi n° R 23-19.058

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

_____

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

_____

DÉCISION DE LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE SOCIALE, DU 4 DÉCEMBRE 2024

La société Experf Nord, société par actions simplifiée, dont le siège est [Adresse 2], a formé le pourvoi n° R 23-19.058 contre l'arrêt rendu le 26 mai 2023 par la cour d'appel de Douai (chambre sociale, prud'hommes), dans le litige l'opposant à Mme [X] [Y], domiciliée [Adresse 1], défenderesse à la cassation.

Le dossier a été communiqué au procureur général.

Sur le rapport de M. Chiron, conseiller référendaire, les observations écrites de la SCP Rocheteau, Uzan-Sarano et Goulet, avocat de la société Experf Nord, de la SCP Gatineau, Fattaccini et Rebeyrol, avocat de Mme [Y], après débats en l'audience publique du 5 novembre 2024 où étaient présents Mme Capitaine, conseiller doyen faisant fonction de président, M. Chiron, conseiller référendaire rapporteur, Mme Lacquemant, conseiller, et Mme Dumont, greffier de chambre,

la chambre sociale de la Cour de cassation, composée des président et conseillers précités, après en avoir délibéré conformément à la loi, a rendu la présente décision.

Motivation

1. Le moyen de cassation, qui est invoqué à l'encontre de la décision attaquée, n'est manifestement pas de nature à entraîner la cassation.

2. En application de l'article 1014, alinéa 1er, du code de procédure civile, il n'y a donc pas lieu de statuer par une décision spécialement motivée sur ce pourvoi.

Dispositif

EN CONSÉQUENCE, la Cour :

REJETTE le pourvoi ;

Condamne la société Experf Nord aux dépens ;

En application de l'article 700 du code de procédure civile, rejette la demande formée par la société Experf Nord et la condamne à payer à Mme [Y] la somme de 3 000 euros ;

Ainsi décidé par la Cour de cassation, chambre sociale, et prononcé par le président en son audience publique du quatre décembre deux mille vingt-quatre.

Décision **attaquée**

Cour d'appel de douai a1
26 mai 2023 (n°21/01042)

VOIR LA DÉCISION

Les **dates clés**

- Cour de cassation SOC 04-12-2024
- Cour d'appel de Douai A1 26-05-2023